

Bertrand Hervieu, Nonna Mayer, Pierre Muller, François Purseigle, Jacques Rémy (dir.)

Les mondes agricoles en politique. De la fin des paysans au retour de la question agricole

Paris, Presses de Sciences Po, 2010, 450 p.

Cet ouvrage est le quatrième d'une série – chacun faisant suite à un colloque de l'Association française de sciences politiques – qui a débuté en 1958 avec *Les Paysans et la politique dans la France contemporaine* (dirigé par J. Fauvet et H. Mendras), suivi en 1972 par *L'Univers politique des paysans* (dirigé par Y. Tavernier, M. Gervais et C. Servolin), puis par *Les Agriculteurs et la politique* paru en 1990 (sous la direction de P. Coulomb, H. Delorme, B. Hervieu, M. Jollivet et P. Lacombe).

En introduction de ce dernier ouvrage, *Les mondes agricoles en politique*, Bertrand Hervieu rappelle les principaux apports des précédents, ce qui permet de prendre la mesure des évolutions du secteur. Il insiste sur ce paradoxe : la population agricole de moins en moins nombreuse, loin de s'homogénéiser, se diversifie, se cloisonne, se fragmente tant dans ses productions et ses pratiques, que dans son identité professionnelle et donc dans sa représentation et ses revendications : « Il y a cinquante ans, les agriculteurs étaient majoritaires et divers mais ils formaient un monde unifié face aux sociétés urbaines, alors qu'aujourd'hui, ils sont minoritaires, segmentés et constituent définitivement des mondes pluriels. Assurément, il ne s'agit plus d'un monde mais bien de mondes agricoles. »

Cela ressort tellement bien à la lecture des différentes contributions que l'on peut considérer comme tout un ensemble de signaux plus ou moins faibles, donc plus ou moins porteurs d'avenir, allant parfois dans des sens opposés, les évolutions décrites ou esquissées dans les trois parties de cet ouvrage : « un métier en transformation », « l'éclatement des représentations et des modes d'action » et « les changements d'échelle des politiques agricoles ».

La première partie de ce livre décrit l'émergence d'un certain nombre de transformations de pratiques agricoles (non-labour, semences paysannes) qui constituent de véritables remises en cause de pratiques antérieures ou d'itinéraires techniques et qui se construisent sur la base de réseaux professionnels extérieurs aux instituts techniques ou à la recherche. Apparaissent également de nouveaux réseaux sociaux – comme celui de la commercialisation en circuit court – bâtis sur un lien direct entre l'agriculteur et le citoyen et qui sont autant de moyens de renouer le lien entre la société et les agriculteurs. Ces démarches sont certes minoritaires et parfois contradictoires mais témoignent de la vitalité de certains groupes d'agriculteurs pour inventer de nouvelles voies. Les contributions de cette première partie, comme l'indique Jacques Rémy dans son introduction, « s'attachent à analyser des pratiques émergentes ou des mouvements mal cernés. Leur mérite consiste à exposer des pratiques, à démontrer des mécanismes qui témoignent par leur existence même des profondes insatisfactions que suscite la pauvreté des modèles de production de l'agriculture française contemporaine ».

Cette tendance à la diversification des pratiques et des réseaux va de pair, et cela n'a rien d'étonnant, avec un éclatement de la représentation des agriculteurs comme le montre, bien sûr, l'analyse des résultats des élections aux chambres d'agriculture mais aussi les contributions consacrées aux deux organisations syndicales concurrentes de la FNSEA, la Confédération paysanne et la Coordination rurale. Les analyses concernant cette dernière organisation sont d'ailleurs suffisamment rares pour que l'on souligne tout l'intérêt de cette étude de François Purseigle. Fruit de cette diversification syndicale, mais aussi de la baisse du nombre des agriculteurs, les formes d'action du syndicalisme se sont aussi modifiées, comme l'indique F. Purseigle dans son introduction à la deuxième partie : « L'action syndicale et professionnelle a pris progressivement un double visage : opération 'commando' (contre la grande distribution, les transporteurs, les essais transgéniques, les préfectures, etc.), d'un côté, et opération 'séduction', de l'autre (distribution de produits, visites à la ferme et

animations urbaines, concerts, *etc.*). Le monde agricole semble ainsi prendre acte de son infériorité numérique mais aussi d'une capacité de mobilisation réduite qu'il doit compenser par la détermination des militants et l'impact médiatique des opérations entreprises ».

Un bel exemple de ces nouveaux types d'actions nous est donné par l'une des contributions, celle d'Antoine Bernard de Raymond sur l'histoire des « mobilisations autour des OGM en France » qui, grâce à un logiciel d'analyse textuelle et statistique, présente une périodisation non seulement des événements liés aux OGM, mais aussi des configurations d'acteurs et de leurs arguments.

La troisième partie, consacrée aux politiques agricoles, ou plus exactement aux « changements d'échelles des politiques agricoles », s'intéresse aux transformations susceptibles d'induire des changements dans les rapports agriculture/action publique. Ainsi, Eve Fouilleux analyse l'émergence d'initiatives d'internationalisation et de privatisation des politiques agricoles, sous la forme des « standards volontaires » ou normes. Après une description de ces standards (le Label Rouge, les AOC, les standards de commerce équitable ou d'agriculture biologique, mais aussi ceux qui sont développés directement à l'initiative des distributeurs ou ceux créés en partenariat entre des industriels et des ONG – notamment le WWF), elle s'interroge : « l'ampleur prise par les standards volontaires dans la régulation transnationale et la nature de leurs exigences, qui visent toutes à des degrés divers à un réencastrement social, environnemental et/ou territorial du marché et de la production, permettront-elles, à terme, de poser différemment la question du commerce et des échanges internationaux et de leur place dans l'économie et la société ? ». Autre tendance en cours dans les politiques agricoles, celle de leur territorialisation, là encore sous la pression d'une nécessaire adaptation aux conditions environnementales et sociales locales. C'est dans ce contexte et à un moment où se repose au niveau mondial, avec la crise financière, la question de la régulation et de la démocratie économique que va se renégocier la politique agricole commune européenne.

« Les indices d'un changement des cadres cognitifs et normatifs globaux sont nombreux », comme le dit Pierre Muller en introduction de la quatrième partie. « Le plus évident concerne, et ce n'est pas une surprise, la question environnementale. Même si les aléas et les retours en arrière sont inévitables et réels (...), on peut affirmer sans trop de risques que la question du développement durable va occuper une place grandissante sur l'agenda des politiques publiques et peser de plus en plus sur les processus de leur élaboration ».

Toutes ces tendances émergentes se confirmeront-elles ? Certaines d'entre elles dessinent-elles le monde agricole de demain ? Ces vingt articles signés par vingt-six auteurs (spécialistes de sciences politiques, de sociologie, d'économie, d'économie politique, d'ethnologie) permettent, non pas de répondre à ces questions, mais de mieux voir à l'œuvre certaines tendances qui n'apparaissent pas toujours en pleine lumière.

Danielle Barrès